

Le Monde, 15 septembre 2025

Un collectif de 500 personnes interpelle France Universités et le ministère de l'enseignement supérieur : « Il est impératif de condamner le principe de boycott académique »}}

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/09/15/un-collectif-de-500-personnes-interpelle-france-universites-et-le-ministere-de-l-enseignement-superieur-il-est-imperatif-de-condamner-le-principe-de-boycott-academique_6641273_3232.html

Tribune
Collectif

Suite au choix de plusieurs universitaires d'annuler leur participation à un colloque en raison de la présence d'historiens israéliens, un collectif de plus de 500 intellectuels et membres de la société civile alerte, dans une tribune au « Monde », sur des boycotts académiques de plus en plus fréquents. Ceux-ci participent, selon eux, à renforcer les pressions politiques et idéologiques exercées sur les chercheurs.

Certains chercheurs ont choisi d'annuler leur participation à un colloque d'historiens médiévistes et modernistes programmé les 15 et 16 septembre au Musée d'art et d'histoire du judaïsme (MAHJ) et à la Bibliothèque de l'Arsenal, « Les histoires juives de Paris. Historiographies, sources et recherches en cours (Moyen Age, époque moderne) ». La raison de ce retrait ? La présence de chercheurs israéliens.

Les responsables du MAHJ et les organisateurs nous ont alertés par un communiqué dont voici un extrait : « Des chercheurs ont récemment annulé leur participation, au prétexte qu'un programme de recherche en histoire médiévale de l'Université hébraïque de Jérusalem (UJH) – dirigé par Elisheva Baumgarten, éminente médiéviste et doyenne des humanités à l'UJH – finançait la participation d'une doctorante, comme c'est l'usage. Certains ont argué du fait que leur participation équivalait à soutenir le gouvernement israélien. (...) Cette attitude est une offense à l'autonomie de la recherche et à l'indépendance de la République des lettres. »

Ce boycott vient s'ajouter à une longue liste de boycotts académiques visant l'Etat d'Israël, et ostracise des collègues uniquement en raison de leur nationalité. Il amalgame des individus et le gouvernement de leur pays. Cela revient à leur faire porter le fardeau de complicité avec la guerre en cours à Gaza, qualifiée de « génocide » selon le discours en vigueur dans certains de nos établissements d'enseignement supérieur depuis le 8 octobre 2023, au lendemain du plus grand massacre de juifs depuis la Shoah.

Ligne rouge

Ce boycott n'est ni une protestation vertueuse contre une guerre ni un acte de solidarité humanitaire avec ses victimes civiles. C'est une déclaration de bonne conscience, une position de défense qui suit les évidences de l'opinion. Comme d'autres avant lui, ce boycott met en cause la collaboration de chercheurs israéliens à des manifestations scientifiques lancées par les universités françaises et européennes, et ce, en raison d'une complicité supposée avec leur gouvernement.

La décision de certains chercheurs de boycotter cette rencontre, au motif de partenariats académiques avec l'Université hébraïque de Jérusalem, constitue une atteinte grave à la liberté académique et à la coopération scientifique française, autant qu'à l'esprit d'indépendance et d'ouverture qui fonde la recherche.

Nous ne pouvons l'accepter.

Une ligne rouge est franchie dès lors que le boycott académique devient une sanction arbitraire que des universitaires ou des sociétés savantes infligent à des pairs au prétexte d'un désaccord idéologique présumé ou de la défense d'une cause morale jugée supérieure. Ces collègues piétinent ce qu'ils revendiquent d'abord pour eux-mêmes : la légitimité académique consacrée par les pairs.

Ce boycott par désistement est la face visible d'un phénomène rampant plus subtil qui se révèle par les nombreuses absences de réponses ou les refus non motivés à des demandes de participation à des colloques, des demandes de bourses ou de subventions pour des programmes de recherche associés à des institutions israéliennes jugées complices de leur gouvernement.

Nous ne pouvons l'accepter.

C'est ici l'idée même de la communauté académique, héritée de la République des lettres du XVIII^e siècle, qui est remise en cause. Soit il y a une seule et unique communauté académique, qui existe par-delà les opinions et les nationalités, soit il n'y en a pas, et c'en est fini de la science et de l'idéal des Lumières.

« Antisionisme de la chaire »

Cela a pour conséquence de créer un « ghetto moral », selon l'expression si juste de Bernard Lazare. Ce boycott finira-t-il par viser les universitaires français en raison de leur judéité réelle ou supposée mais a priori coupable ? Cette ostracisation a déjà touché les étudiants juifs, comme l'ont révélé des témoignages, des enquêtes, des rapports officiels et des articles de presse. Un « antisionisme de la chaire », comme l'écrit Gérard Bensussan, sévit dans le milieu académique ainsi que sur les campus depuis deux ans, comme le montre le rapport « "A Climate of Fear and Exclusion" : Antisemitism at European Universities », réalisé par plusieurs grandes organisations juives européennes.

« Boycott », « ghetto », « juif » : ces indices lexicaux qu'il faut comprendre à l'aide de la sémantique historique et de la longue histoire de l'antisémitisme nous poussent à nous interroger sur la nature du phénomène en cours.

Dans certaines situations, l'exacerbation d'un discours antisioniste, attribuée à la libre expression d'opinions politiques qui règnent sur les campus, crée un climat de confusion.

Nous ne défendons pas pour autant l'idée selon laquelle l'université devrait être un sanctuaire. Les problèmes de la société plongée dans la mondialisation interfèrent constamment avec la vie des campus et deviennent des sujets d'étude pour les sciences humaines et sociales, armées de la réflexivité critique et des méthodes d'objectivation éprouvées qui sont les leurs : aucun sujet ne doit être a priori exclu de la rationalité critique.

Nous appelons France Universités et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche à condamner le principe de boycott académique quelle que soit la nationalité des chercheurs.

Nous appelons à la création d'une internationale académique de lutte contre les boycotts et les pressions politiques et idéologiques exercées sur les chercheurs, y compris par d'autres chercheurs.